



La soupe au caillou

Des nouvelles du Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté

27 mai 2002

Par l'équipe du Collectif

Numéro 100



Quelques-unes de vos interpellations

Voici quelques phrases qu'on a pu apercevoir sur les assiettes plantées devant l'Assemblée nationale ou sur les murs pendant ce Forum et que nous avons mises en tête du communiqué final.

"VOUS NOUS RÉCUPÉREZ DEPUIS LONGTEMPS, RÉCUPÉREZ DONC NOS BONNES IDÉES. ON PEUT VOUS SOUFFLER LES BONNES RÉPONSES."
RÉNÉE DUBEAU, QUÉBEC

"UN PRÉJUGÉ, C'EST UN MOYEN COMMODE D'ÉVITER DE FAIRE FACE À UNE SITUATION QUI ENGAGE NOTRE RESPONSABILITÉ."
COMITÉ AVEC

"Y'A PAS DE RAISON POUR AVOIR DE LA PAUVRETÉ AU QUÉBEC, Y'A JUSTE UNE RAISON POLITIQUE."
MANON BEAUDRIA, IBERVILLE

"POUR QUE TOUT LE MONDE AIT SA PART DU GÂTEAU... IL FAUT ÉVITER QUE QUICONQUE PARTE AVEC LE GÂTEAU."
RENAUD

Bonjour tout le monde! Au sortir d'un événement riche en couleurs, en expressions de toutes sortes, auquel ont participé une variété impressionnante d'organisations, il nous fait très plaisir de vous présenter, en guise de centième numéro de la *Soupe au caillou*, ce communiqué du Forum. Une fois un peu reposés, nous vous reviendrons avec un compte-rendu un peu plus substantiel de ce qui s'y est passé.



Le communiqué du Forum citoyen pour un Québec et un monde sans pauvreté «Non aux assiettes vides !»

Québec, samedi le 25 mai 2002 – Près de 400 personnes réunies du 23 au 25 mai 2002 dans un Forum citoyen ont affirmé leur volonté de jeter les bases d'un Québec et d'un monde sans pauvreté, plus solidaire, plus égalitaire, de le faire AVEC les personnes en situation de pauvreté, ce qui signifie se gouverner et se développer autrement.

En conclusion de ce **Forum pour un Québec et un monde sans pauvreté**, samedi le 25 mai 2002, les participantEs ont littéralement envahi la pelouse de l'Assemblée nationale avec leurs paroles inscrites sur des assiettes à l'intention des pouvoirs politiques et économiques qui maintiennent par leur action ou leur inaction des systèmes qui créent et perpétuent les inégalités.

Ce forum a été organisé par le Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté, en collaboration avec cinq autres réseaux : CAP Monde, le Chantier de l'économie sociale, la Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main d'œuvre (COCDMO), l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA) et la Table nationale des Corporations de développement communautaire (TNCDC). Ces réseaux organisateurs regroupent des milliers de personnes qui sont déjà engagées dans des stratégies multiples et complémentaires visant à agir sur les causes diverses de la pauvreté et de l'exclusion.

En s'assurant d'une présence massive de personnes en situation de pauvreté au forum lui-même, les réseaux organisateurs ont démontré leur ferme volonté que ces dernières soient associées aux processus qui les concernent.

Ce forum n'était ni un point de départ, ni un point d'arrivée, mais un moment de convergence pour mettre en commun une vision du changement de cap qui s'impose.

Les participantEs ont clairement identifié les enjeux immédiats auquel le gouvernement est invité à répondre dans les plus brefs délais, ce qui comprend une loi sur la base de la



Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté

C.P. 1352 Terminus, Québec, Qc, G1K 7E5

www.pauvrete.qc.ca

Tél.: (418) 525-0040 / Fax: (418) 525-0740

Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

Nos bureaux sont situés au 165, de Carillon dans la Basse-Ville de Québec.

Plusieurs déclarations qui seront publiées

Le Forum n'a pas émis une déclaration comme telle, mais plutôt une série de déclarations qui seront diffusées progressivement à mesure que nous constituerons les actes de ce forum. Parmi elles, on trouvera : l'appel citoyen d'ouverture des réseaux organisateurs, les déclarations de chacun des réseaux, les enjeux sur la table et toutes les paroles inscrites sur les assiettes, lesquelles ont été soigneusement transcrites et photographiées avant d'être montées sur des baguettes pour être fichées sur le gazon de l'Assemblée nationale, où un seul parlementaire, le député de Laurier-Dorion, a répondu à l'invitation du Forum de venir prendre acte de cette interpellation citoyenne.

Un appui «actif» d'artistes en marge du Forum

Depuis le début du Forum les abribus de Québec se sont trouvés envahis d'affiches ressemblant beaucoup à la pub gouvernementale AGIR, mais déchirée en son milieu et disant plutôt qu'il faut agir contre les inégalités et les préjugés.

L'affiche demande :

«Des patrons qui cherchent des abris fiscaux pour eux et qui refusent que le salaire minimum sorte de la pauvreté.

Des impôts qu'on réduit à coups de milliards\$ sans améliorer le revenu des personnes trop pauvres pour payer de l'impôt.

Des profits sans plafond et une sécurité du revenu sans plancher pour couvrir les besoins essentiels.

C'est-tu l'avenir qu'on veut?»

Et elle poursuit : «Une société responsable répond: "Fini le temps des deux poids deux mesures!"» Ce groupe d'artistes qui s'est donné comme nom «AbriBec, filiale de Cagibi international», entreprise spécialisée en montage et démontage d'abri fiscaux, a aussi un site internet au www.abribec.qc.ca. Vous y trouverez dans la section reportages les premières photos du Forum! D'ailleurs, devant les demandes répétées pour des copies de l'affiche, les artistes ont décidé d'en imprimer sur papier et d'en donner aux intéressés (qui n'ont qu'à nous faire parvenir leurs coordonnées.)

proposition mise de l'avant par le Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté. Les mesures urgentes de cette proposition de loi devraient par ailleurs être mises en application dès maintenant :

- √ un engagement à ne pas appauvrir le cinquième le plus pauvre de la population;
- √ un amendement à la loi de l'aide sociale instaurant un barème plancher qui assure la couverture des besoins essentiels et en deçà duquel aucune coupure, saisie, ponction ou pénalité ne peut être faite;
- √ la gratuité des médicaments pour toutes les personnes assistées sociales et pour les personnes âgées recevant le supplément de revenu garanti;
- √ la transformation du régime d'allocations familiales en régime universel avec une meilleure couverture pour les familles à faible revenu;
- √ revenir à un niveau de construction de 8000 logements sociaux par année;
- √ la fin des parcours obligatoires liés aux politiques de réinsertion sociale et professionnelle;
- √ une réforme de la loi sur les normes du travail;
- √ une hausse du salaire minimum à un niveau de sortie de la pauvreté pour une personne seule.

Les participantEs ont également fait ressortir :

- √ l'importance de démocratiser l'économie par la consolidation et l'extension de la propriété collective des instruments de développement des communautés;
- √ le défi de créer différemment la richesse en tenant compte des dynamiques propres des communautés locales;
- √ l'urgence de reconnaître les connaissances, les compétences et les potentialités des personnes en situation de pauvreté comme une partie intégrante de la richesse collective au Québec et que le droit pour toutes et tous d'apprendre tout au long de la vie devienne une priorité effective;
- √ la nécessité de la pleine reconnaissance du droit à la formation et du droit au travail;
- √ la nécessité de travailler solidairement au niveau international en lien avec les mouvements déjà engagés dans les luttes pour obtenir notamment une transformation des institutions financières internationales (Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation mondiale du commerce), un changement des règles du commerce en faveur du commerce équitable, l'annulation de la dette des pays du Tiers-Monde, la taxation des transactions financières (Taxe Tobin).

Par ailleurs le Forum a insisté pour que l'abolition de la coupure pour partage de logement soit effective dès maintenant.

Les organisations à l'origine du Forum ont voulu sa démarche plurielle et ouverte. Les participantEs avisent les pouvoirs politiques et économiques qu'il existe au Québec une volonté claire et solide d'avancer dans le sens de ces objectifs et que cette volonté attend d'eux des réponses immédiates, concrètes et significatives.

Les groupes organisateurs constatent que la pauvreté et les préjugés qui y sont rattachés sont un obstacle majeur à la pleine réalisation des droits de la personne, au Québec comme dans le monde. C'est un problème qui est causé par des choix politiques et économiques qui génèrent des gagnantEs et des perdantEs, des privilégiés et des laissés pour compte. D'où la vision proposée et d'où la nécessité de s'organiser à plusieurs pour agir en conséquence de cette vision.

